

Règlement intérieur de l'association Aquahomo

Article 1er : assemblée générale

Chaque adhérent doit recevoir une convocation précisant :

- le jour, l'heure et le lieu de la tenue de l'assemblée générale ;
- son ordre du jour ;
- un bulletin lui permettant de donner procuration à un autre adhérent ;
- un bulletin lui permettant de se porter candidat au conseil d'administration.

Le président assure la police de la réunion ; il peut autoriser des tiers à l'association à y assister sans qu'ils puissent prendre part d'aucune manière aux débats.

Article 2 : élection au conseil d'administration

A chaque assemblée générale annuelle, il est procédé à l'élection de la moitié des membres du conseil d'administration dont le mandat est arrivé à expiration (collège A ou collège B).

Les adhérents qui souhaitent se porter candidat au conseil d'administration font connaître leur intention au président de l'association 48 heures avant la date de l'assemblée générale par courrier ou par message électronique.

Au moment de procéder à l'élection du conseil d'administration, le président invite chaque candidat à se présenter et à exposer les raisons de sa candidature. Un candidat absent peut se faire représenter par un autre adhérent. Le vote ayant lieu à bulletin secret, toute mention portée sur un bulletin permettant d'identifier le votant entraîne sa nullité. Sont élus les candidats qui ont obtenu au moins 10 % des suffrages exprimés. En cas de partage des voix, l'adhérent élu est celui qui a la plus forte ancienneté au sein de l'association.

Si un poste d'administrateur vient à être vacant en cours d'exercice, il est procédé à son remplacement lors du premier conseil d'administration utile en proposant le poste vacant au candidat non élu qui a obtenu le plus de voix lors de la dernière assemblée générale. Si aucun des candidats non élus n'accepte de prendre place au sein du conseil, celui-ci peut coopter tout adhérent. Le candidat coopté, selon l'une de ces deux formules, est nommé pour la durée du mandat restant à courir jusqu'à la prochaine assemblée générale.

Si à la date de l'assemblée générale, un poste d'administrateur est vacant sur le collège dont il n'y a pas lieu de procéder à la réélection, le candidat au conseil d'administration qui a obtenu le plus de voix après élection du collège sortant, prend place dans l'autre collège pour la durée du mandat restant à courir de son prédécesseur.

Article 3 : fonctionnement du conseil d'administration

Sauf urgence, le président adresse une convocation aux membres du conseil au moins 8 jours avant la date de la réunion ; elle comporte l'ordre du jour. Tout administrateur peut en début de séance demander l'inscription d'un point supplémentaire; en cas de désaccord il est procédé à un vote sur la modification de l'ordre du jour.

A l'issue de chaque séance, le secrétaire établit le compte rendu de la réunion qui doit être approuvé lors du conseil d'administration suivant et paraphé par le président.

Tout administrateur est tenu de participer aux réunions du conseil d'administration dès lors que celui-ci est convoqué selon la procédure prévue au présent article. Si un administrateur est absent à plus de trois séances pour la même saison, le président constate sa démission d'office et pourvoit à son remplacement dans les formes prévues à l'article 2.

Article 4 : composition du bureau

Le bureau de l'association est composé d'un coprésident, d'une coprésidente, d'un vice président, d'un trésorier, d'un secrétaire et d'un vice secrétaire. Ils sont élus chaque année lors du conseil d'administration qui suit l'assemblée générale annuelle. Le vote a lieu à bulletin secret. En cas de partage des voix, est élu le candidat qui a la plus forte ancienneté au sein de l'association.

Les deux coprésidents sont nécessairement un homme et une femme ; si aucun homme ou aucune femme ne se présente, l'un des deux postes n'est pas pourvu ;

En cas de coprésidence, les compétences dévolues au président par les statuts ou le présent

règlement sont exercées conjointement par les deux coprésidents ; en cas de désaccord, le différent est porté devant le conseil d'administration.

En cas de vacance temporaire liée à une absence ou à une maladie du président, le conseil d'administration charge le vice président de l'intérim pour une durée qui ne peut être supérieure à trois mois. Au-delà, il convient de procéder à l'élection d'un nouveau président ou coprésident. En cas de vacance définitive, le poste vacant est pourvu lors du premier conseil d'administration qui suit la vacance.

Article 5 : procédure disciplinaire

Lorsqu'un adhérent est suspecté d'avoir commis une action portant atteinte aux intérêts de l'association, le président peut décider d'engager à son encontre une procédure disciplinaire devant le conseil d'administration.

Avant la réunion du conseil, et à titre conservatoire, il peut, après avoir entendu les observations de l'intéressé, lui interdire de participer aux activités de l'association. La durée de cette mesure ne peut excéder deux mois.

Le conseil d'administration est convoqué dans les formes habituelles. L'adhérent mis en cause est convoqué par lettre recommandée avec accusé de réception au moins un mois avant la tenue de la réunion ; il est informé des faits qui lui sont reprochés et de ce qu'ils peuvent entraîner une sanction à son encontre ; il lui est indiqué qu'il peut être assisté par un adhérent de son choix pour assurer sa défense, que les pièces de la procédure sont à sa disposition et qu'il peut en prendre librement connaissance au lieu et jour indiqué.

Lors de la réunion, le président, ou tout autre administrateur délégué par lui, procède à l'instruction de l'affaire, fait entendre tout témoin utile, entend l'adhérent mis en cause en ses observations ainsi que son conseil. L'instruction terminée, les administrateurs se retirent pour délibérer sur la matérialité des faits et l'opportunité d'une sanction. A l'issue du délibéré, le président donne connaissance à l'adhérent mis en cause de la décision prise à son égard. En cas d'absence, cette décision lui est notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception. Aucun recours n'est possible.

Si l'adhérent ne répond pas à la convocation, il a néanmoins la possibilité de faire connaître ses observations par écrit. Son absence n'interrompt pas la procédure dès lors qu'il a été touché par la convocation.

Article 6 : cotisations

L'adhésion à l'association est subordonnée au paiement d'une cotisation annuelle dont les modalités sont définies par le conseil d'administration. Le conseil d'administration détermine notamment les catégories donnant lieu au paiement d'une cotisation réduite.

Le montant des cotisations ainsi définies est déterminé chaque année par l'assemblée générale sur proposition du conseil d'administration.

Tout cotisation échue est immédiatement exigible et ne peut donner à restitution en tout ou en partie que sur décision exceptionnelle du conseil d'administration.

Article 7 : engagement financier

Le montant visé à l'article 8 des statuts est de 100 euros.

Article 8 : abrogation

Le précédent règlement intérieur est abrogé.